

24 octobre 1941 : Les fusillés de Souge

En avril 1940, Georges Durou, 16 ans, est condamné à Bordeaux à un an de prison ferme pour diffusion de tracts des Jeunesses communistes. Le jour de sa libération du fort du Hâ, il est interné au « centre de séjour surveillé » de Mérignac. Enfermé dans la baraque des otages, il va être confronté aux tragiques événements d'octobre 1941 qui conduiront à l'exécution de 50 otages au camp de Souge ⁽¹⁾.

Nous ne savions pas encore que le 21 août, à la station de métro Barbès à Paris, Pierre Georges (par la suite colonel Fabien) avait abattu un officier allemand en riposte à l'exécution de deux jeunes résistants des « Bataillons de la jeunesse ». Nous ne savions pas que le comité militaire national de l'Organisation spéciale avait décidé qu'au-delà des sabotages il fallait accentuer l'insécurité des troupes allemandes et développer aussi en province la lutte armée. Celle-ci n'avait lieu qu'en région parisienne et dans le Nord-Pas-de-Calais. Nous ne savions pas non plus que l'honneur de se trouver dans une baraque particulièrement protégée et surveillée était dû à l'application d'un avis du haut commandement allemand, placardé sur les murs de Paris. Cet avis écrit en allemand et dans un français incorrect était ainsi rédigé : « Ordonne : 1- A partir du 23 août tous les Français, mis en état d'arrestation quel que soit par les autorités allemandes en France, ou qui sont arrêtés pour celles-ci sont considérés comme otages... »

Nous n'avions pas eu connaissance non plus du décret Keitel du 16 septembre 1941. Celui-ci précisait clairement l'intention des nazis : « Il ne faut jamais perdre de vue que, dans un pays occupé, une vie humaine vaut moins que rien et qu'un effet d'intimidation ne peut être obtenu que par une dureté extraordinaire. En représailles d'un soldat tué, la peine de mort pour cinquante ou cent communistes est de rigueur, d'une manière générale. Le mode d'exécution doit encore renforcer l'effet d'intimidation. »

Enfin, nous ne savions pas que le commissaire spécial Poinot avait écrit au préfet le 14 novembre 1940 pour lui faire des suggestions et lui communiquer des listes des militants les plus actifs. Voici quelques extraits de sa lettre :

« Dans la conjoncture actuelle l'un des principaux problèmes qui se posent à l'attention des pouvoirs publics est l'action communiste (...) L'enhardissement dont ils font preuve depuis, peut s'expliquer par les encouragements qu'ils retirent d'une situation de fait assez paradoxale : similitude de différents clans (le clan judéo-maçonnique, clan anglo-gaulliste) qui élargit singulièrement leur terrain de manœuvre (...).

La répression envisagée doit être entreprise dans un complet accord entre les autorités allemande et française, toutes deux également intéressées à ce qu'elle soit menée à bonne fin (...) S'inspirant de ces données, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, les listes des militants les plus actifs, représentant un danger pour la sécurité publique. Les noms soulignés sont ceux des principaux animateurs qui me paraissent devoir être impitoyablement mis dans l'impossibilité d'exercer leur action, par une mesure renforcée (internement et mise au secret). »

Le préfet de la Gironde, grâce à la perspicacité de son commissaire, avait donc tous les éléments pour appliquer les directives allemandes.

Dans la journée du 22 octobre 1941, nous apprenons qu'un attentat a eu lieu à Nantes et que les autorités occupantes ont décidé de fusiller cinquante otages. Le lendemain, à la première heure, nous avons entendu un remue-ménage inhabituel du côté des gendarmes et des gardes civils. Cerné par l'enceinte de barbelés, on ne voyait rien de ce qui se passait à l'entrée du camp. Des camarades d'une baraque voisine sont venus nous informer de l'arrivée de l'inspecteur principal Lafargue.



PRÈS DE 300 PERSONNES ONT ÉTÉ FUSILLÉES AU CAMP MILITAIRE DE SOUGE DE 1940 À 1944. LEURS NOMS SONT INSCRITS SUR LES STÈLES DU MÉMORIAL DU CAMP.

Tour à tour, quatre ou cinq de mes camarades et moi-même sommes emmenés à l'interrogatoire. L'inspecteur tient à chacun à peu près le même discours :

« L'assassinat d'un officier allemand à Nantes a contraint les autorités allemandes à fusiller cinquante otages. Hier, à Bordeaux, un autre officier allemand a été lâchement assassiné. Demain matin, cinquante otages seront fusillés. Vous êtes dans la baraque d'otages, vous savez ce qui vous attend...

Vous pouvez encore sauver votre tête ce soir ; demain, il sera trop tard. Voici ma proposition : nous savons qu'il existe dans le camp une organisation clandestine qui a des relations avec la résistance à l'extérieur. Nous sommes persuadés que les directives d'action partent du camp ! Vous en êtes informés, nous le savons... Il vous suffit de nous donner le nom d'un de ces responsables, vous sauvez votre tête... Nous en tiendrons compte par la suite... »

Devant nos réponses négatives, obstinément négatives, l'inspecteur répétait une fois encore en nous congédiant : « Réfléchissez... vous avez jusqu'à ce soir... demain, il sera trop tard... » Je passe sur son couplet sentimental : la famille, les parents, les enfants pour les pères de famille et sa diatribe sur ces responsables bien à l'abri, bien protégés qui donnent des ordres d'assassinat... et qui se moquent des victimes dont nous serions...

Dans la baraque des otages, les discussions se poursuivent sur ces événements. Nous sommes tous unanimes : la résistance doit se développer, frapper les points névralgiques. Pourtant parmi nous, quelques voix s'élèvent : la résistance a-t-elle raison de tuer des officiers allemands alors qu'elle en connaît les conséquences ?.. D'autres observent : lorsque les Anglais bombardent, combien de centaines de civils tués, pour souvent peu ou pas de dégâts sur les objectifs militaires ? Dès lors, est-on contre les bombardements ?.. Certains font remarquer : nous sommes en guerre, notre pays est occupé par une armée étrangère, comment libérer notre pays si l'on ne s'attaque pas directement à cette armée ?.. Il y a les Alliés... Alors, il faudrait attendre passivement la libération de la France par les Alliés ? Ce serait en quelque sorte dire à leurs troupes, faites-vous tuer pour assurer notre liberté... Les échanges se poursuivent : si nous étions libres, nous serions dans la Résistance, cela ne fait aucun doute, donc susceptibles d'être arrêtés, condamnés à mort, fusillés. N'est-ce pas la même chose ?.. Les combattants au front risquent leur vie à chaque instant. Combien y aurait-il de milliers de morts, voire de millions ? Et nous ne souffririons d'aucune égratignure ? [...]

Durant cette nuit, le préfet avait renouvelé ses offres de « marché » : faire sa soumission à Pétain, s'engager à cesser toute activité, renier ses idées et bien entendu dénoncer ses camarades en échange d'une vie sauve. La sténographie de l'entretien conservée dans les archives du centre Jean-Moulin à Bordeaux (musée de la Résistance) rapporte la réponse du docteur Nancel-Penard :

« Mais Monsieur le Préfet, il vous faut cinquante otages. Si je signe, demain vous n'en aurez que quarante-neuf ?

- Qu'importe, on prendra celui qui est après vous sur la liste.

- Eh bien, Monsieur le Préfet, si je n'avais pas d'autres raisons de refuser votre marché, en voici une ».

Cette fin de soirée et cette nuit de veille à la baraque 6 furent des plus silencieuses. Chacun restait perdu dans ses pensées.

Au petit matin, on perçoit dans le camp une agitation fébrile qui se propage de baraque en baraque. Un camarade regarde à travers la fenêtre grillagée et chuchote : « Les gardes mobiles sont là, casqués, mousqueton en bandoulière. Ils entourent notre baraque. » L'atmosphère est tendue. On sent qu'approche le moment décisif. Quelqu'un lance : « On ne va pas se laisser mener à l'abattoir comme des moutons ?.. » Mais que faire ? Avec le déploiement de forces que l'on devine à l'extérieur, nous serions vite maîtrisés... Reste la dignité, nous sommes des combattants... Le bruit de bascule de la barre de fer qui chaque soir barricade la porte de notre baraque, brise notre recueillement.

La porte s'ouvre. Resté sur le seuil, le chef des gendarmes appelle dix noms : Camille Maumey, Fernand Labrousse, Jean Mette, Henri Delrieu, Gaston Reyraud, Lucien Granet, Armand Gayral, Laurent Puyoo, Louis Rochemond, Michel Trabis. Avec le docteur Nancel-Penard et Roger Allo emmenés la veille, cela fait douze détenus sur vingt. Ils sont alignés devant la baraque. L'instituteur Camille Maumey s'exclame soudain : « J'ai oublié mon paquet de cigarettes ! » Et il se dirige vers l'entrée de la baraque. Aucun gendarme ne bouge. Le chef des gardes civils, Couvidou, lui lance : « Dépêchez-vous, Monsieur Maumey, ne faites pas attendre ces messieurs... » Quel cynisme !..

Vingt-trois autres camarades ont été pris dans les baraques du camp. Ils sont embarqués dans trois camions militaires allemands, direction le camp militaire de Souge.

Aux trente-cinq internés du camp de Mérignac seront joints quinze autres otages détenus à la prison du fort du Hâ : trois originaires du Pas-de-Calais dont deux étaient FTP, deux jeunes Bordelais membres du groupe Alliance de la jeunesse, deux jeunes gaullistes bretons du Morbihan arrêtés au passage de la ligne de démarcation, trois communistes arrêtés pour leur action résistante et cinq membres gaullistes du groupe du docteur Auriac. [...]

À partir de ce 24 octobre 1941, une page est tournée, celle d'un occupant se voulant rassurant, correct et courtois avec la population. Une nouvelle page s'ouvre, celle où apparaît le visage hideux de la bête immonde, le fascisme hitlérien dans toute sa férocité, sa bestialité, sa volonté de domination, celle d'écraser sous sa botte toute velléité d'indépendance pour la France, de liberté pour ses citoyens dont ils veulent faire un peuple soumis.[...]

GEORGES DUROU

(1) Ce texte est extrait du témoignage que vient de faire paraître Georges Durou : *Mes printemps de barbelés, 1940-1945* (Éditions Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest, 15 rue Furtado 33000 Bordeaux, tél. : 05 56 72 20 09, 156 pages, 10 €).